

Chapitre 4 :

Les problèmes économiques : inflation et chômage.

L'économie est un sujet complexe qui peut avoir des répercussions significatives sur la vie des individus et des sociétés dans leur ensemble. Deux des problèmes économiques les plus couramment évoqués sont l'inflation et le chômage.

L'inflation, ou l'augmentation continue des prix des biens et des services, peut avoir un impact négatif sur le pouvoir d'achat des consommateurs, sur les investissements et sur la compétitivité des entreprises.

Le chômage, quant à lui, représente le nombre de personnes qui sont sans emploi et cherchent du travail. Il peut entraîner des coûts sociaux élevés, tels que la pauvreté, l'exclusion sociale et la dégradation de la santé mentale.

Dans ce chapitre, nous examinons les causes et les conséquences de l'inflation et du chômage, ainsi que les politiques économiques qui peuvent être utilisées pour les gérer. Nous verrons que ces deux problèmes économiques sont étroitement liés, et que la manière dont ils sont gérés par les gouvernements et les institutions financières peuvent avoir des répercussions significatives sur la vie des individus et des sociétés.

Avant d'aborder l'inflation et les notions liées, nous allons tout d'abord présenter la monnaie .

1 La monnaie

Dans notre époque, la monnaie est omniprésente dans notre vie quotidienne, puisqu'elle est utilisée à chaque échange commercial comme moyen d'échange entre les acheteurs et les vendeurs. Elle est au cœur des mécanismes économiques, et au-delà de son rôle d'intermédiaire des échanges, elle est un instrument au service des politiques économiques, politique monétaire.

1.1 Définition de la monnaie :

La notion de monnaie est complexe en elle-même à cause de son caractère multiforme et multifonctionnel. Nous proposons ces deux définitions :

1. La monnaie est représentée par l'ensemble des moyens de paiement utilisé sur un territoire donné ».
2. La monnaie, c'est tout produit particulier de la nature ou de l'industrie humaine dont une société a fait choix pour être la mesure commune des valeurs et, par suite, l'instrument ordinaire des échanges.

1.2 Histoire et types de monnaie

Bien avant la monnaie que nous utilisons actuellement, l'évolution de la monnaie est passée par plusieurs étapes avant de devenir ce qu'elle est aujourd'hui.

Précédemment dans le chapitre 2, lorsque nous avons étudié l'activité d'échange, nous avons abordé le troc comme une forme archaïque d'échange. L'histoire de la monnaie commence de cette époque lointaine de l'histoire de l'humanité, puisque le troc est un échange avant l'invention de la monnaie.

1.2.1 Le troc avant l'invention de la monnaie

Le troc, a dans les économies primitives, des anciennes civilisations, une période historique pendant laquelle l'homme n'a pas encore inventé la monnaie, les échanges se font par le troc. Le troc a été le seul mode d'échange durant cette époque lointaine. Le troc est l'échange direct de bien de consommation. Les agents économiques échangeaient les marchandises les unes contre les autres. On échangeait par exemple l'huile d'olive contre des dattes, une chèvre contre un morceau du tissu.

Mais les étalons les plus utilisés étaient le grain et le bétail (le mot latin pecunia « argent » vient du mot pecus « troupeau » et il rappelle la pratique du troc).

Les difficultés liées au troc :

Le troc n'est pas une opération simple à faire, ses difficultés viennent de :

- **L'exigence de la double coïncidence des désirs d'échanges**: il est difficile de trouver deux personnes du premier coup dont chacun possède et peut céder les objets qui conviennent aux besoins de l'autre.

- **Difficultés d'établir un rapport d'échange (équivalence en valeur)** : à quelle proportion les deux biens seront échangés ? combien faut-il échanger de blé contre une quantité déterminée de l'huile d'olive ?

- **L'indivisibilité de certaines marchandises** : comment échanger un sac de blé contre un bœuf ?

- **Le stockage et le transport des produits à un coût** : Les coûts sont élevés du fait que dans l'attente de procéder à l'échange, les individus doivent stocker leurs marchandises respectives. Cela génère des coûts d'autant plus élevés que les marchandises à stocker sont périssables : coûts d'entreposage, de gardiennage ou encore des pertes dues à la détérioration des produits en stock. - **Stabilité dans le temps des termes de l'échange** sinon celui qui attend une amélioration des termes de l'échange en sa faveur peut refuser de procéder à l'échange immédiatement.

Suite à ces grandes difficultés spécifiques, le troc est impraticable, ce qui bloquait le développement des échanges. Nous savons bien, sans l'échange l'économie ne fonctionne pas bien. Pour remédier à ces inconvénients, il fallait trouver un bien intermédiaire à utiliser dans les échanges. La nécessité de recourir à un moyen de paiement unique est présentée par beaucoup d'économistes comme issue des inconvénients du troc.

Avec la division sociale du travail (spécialisation de chaque producteur dans une activité bien définie), les échanges se sont multipliés. De ce fait, la pratique répétée des échanges va devenir impraticable et bloquer le développement des échanges.

De ce fait, la pratique répétée des échanges va rendre nécessaire le choix d'un étalon de valeur qui va contribuer, fortement, à l'essor et l'amélioration des marchés.

C'est quoi un étalon ?

L'étalon est le modèle légal permettant de définir une unité de mesure, de poids. Exemple : l'étalon de poids est le kilogramme. En économie, l'étalon est un métal qui fonde la valeur d'une monnaie.

Le passage de troc à l'utilisation de la monnaie va se faire en plusieurs étapes et il a pris des siècles pour se concrétiser. La monnaie a remplacé le troc progressivement, l'idée n'a pas surgi d'un seul coup. Cet étalon qui sera appelé monnaie et en mutations permanentes a pris les

formes les plus diverses au cours des siècles, les premières formes sont des **monnaies intrinsèques**.

1.2.2 Monnaie marchandise

Une monnaie constituée de marchandises désirables pour elle-même est appelée monnaie marchandise. La marchandise est variée, bien entendu, selon les pays et la conviction religieuse des peuples.

Les premières formes de monnaies marchandises seraient apparues cinq mille ans avant J.-C. Toutes les civilisations connues à ce jour ont utilisé dans leur histoire une forme de monnaie plus ou moins primitive appelée monnaie marchandise. Elle correspondait aux choix d'un produit ou d'un bien, apprécié par l'ensemble de la communauté, pris comme instrument de mesure des prix.

En général il s'agissait d'un bien particulièrement usité et/ou fortement symbolique. Celles-ci avaient une utilité et une valeur intrinsèque indépendante de leur rôle monétaire. Il peut s'agir de marchandises satisfaisant un besoin essentiel pour l'ensemble de la communauté (**exemple : coquillages, bétails, barre de sel, perles, fourrures...**), comme il peut s'agir également de produits d'ornement ou tout simplement des outils de travail. Celles-ci avaient une utilité et une valeur intrinsèque indépendante de leur rôle monétaire. Sa valeur équivalait à la valeur de la matière qu'elle contenait. Cette marchandise que les individus acceptaient comme moyen de paiement était des biens de différents types qui présentaient des qualités reconnues par tous les individus d'une communauté de sorte qu'ils l'acceptaient comme contrepartie dans tous les échanges.

Cette **marchandise monnaie** va acquérir le statut d'équivalent général de toutes les autres marchandises, une marchandise qui permet de définir un rapport d'échange simple avec toute autre marchandise.

Ce moyen d'échange va permettre d'une part de résoudre le problème de la double coïncidence des désirs, et d'autre part va simplifier le système des prix en remplissant le rôle d'étalon de valeur. Malgré ses avantages, la monnaie marchandise présente néanmoins un certain nombre d'inconvénients : indivisibilité, altérabilité, coûts de transport... La création de la monnaie métallique va permettre en grande partie de remédier à ces insuffisances.

1.2.3 Monnaie métallique

La monnaie métallique est un instrument d'échange qui est matérialisé par un métal : **fer, cuivre, bronze, argent ou or**. Elle est frappée depuis l'antiquité et existe dans différentes sortes de métaux des plus précieux au plus simple. Mais c'est l'or et l'argent qui se sont imposés comme forme métallique des plus appréciées, car ils possèdent des propriétés spécifiques :

- **Inaltérabilité** : ils ne s'abiment pas et ont une durabilité importante ce qui permet d'assurer un stockage facile puisqu'ils ne s'altèrent pas avec le temps.

- **Divisibilité** : Il est en effet possible de les diviser en éléments de petite dimension, dont la valeur est proportionnelle au poids et qui peut ainsi être facilement transportable. Ce faisant cette divisibilité permet d'effectuer des règlements de valeurs différentes.

- **Malléabilité** : leur travail est relativement simple et autorise l'empreinte d'un symbole monétaire, généralement l'effigie de roi.

- **Importante valeur** : une forte valeur intrinsèque.

- **Réserve de valeur** : la rareté relative des métaux précieux et caractère inaltérable qui favorise leur usage comme instrument de réserve de valeur.

- **Homogénéité** et faible encombrement les rendent facilement transportables et utilisables comme instrument d'échange.

Les métaux précieux ont connu trois grandes étapes dans l'histoire. Ils sont d'abord :

- Dans un premier temps pesé (**la monnaie pesée**) : en Égypte
- Puis comptée (**la monnaie comptée**) : vers 800 av. J.-C., pièces métalliques en or
- et enfin la **monnaie frappée**, vers la fin du VIIe Siècle av. J.-C. la valeur de la pièce en unités de compte est fixée par son poids en métal.

1.2.4 Monnaie fiduciaire:

Avec cette forme, la monnaie perd sa valeur intrinsèque, elle devient un signe monétaire matérialisé.

Avec la monnaie métallique à valeur intrinsèque en or et argent, suite au développement du commerce et l'augmentation des échanges, **la quantité du métal produite ne permettait plus de répondre aux besoins en monnaie**. D'où la nécessité de trouver une monnaie plus pratique pour les échanges dissociée des métaux précieux, la monnaie fiduciaire.

La monnaie fiduciaire que nous pouvons appeler **les signes monétaires matérialisés** est constituée de la monnaie papier et les pièces métalliques sans valeur intrinsèque.

Une monnaie fiduciaire (du latin fides, la confiance) est une monnaie dont la valeur repose sur la confiance que font les agents économiques dans l'institution émettrice (aujourd'hui la Banque Centrale) et en garantit la valeur dans le temps, car c'est un instrument monétaire dont la valeur faciale est dissociée de sa valeur intrinsèque, à la différence de la monnaie métallique.

Au départ, la monnaie papier donc le billet n'est qu'un simple certificat représentant un dépôt d'or, ne constituait pas à l'origine une véritable monnaie. Le papier en tant que tel a peu de valeur. C'est sa reconnaissance par le public comme signe ou titre garanti de surcroît par le « Prince » qui la lui confère. Avant 1971, le billet, convertible en métal précieux à tout moment.

Aujourd'hui, nous parlons de billet de banque inconvertible, tel que nous le connaissons aujourd'hui, il est né de l'obligation pour l'État de prononcer le cours forcé, c'est-à-dire de supprimer la possibilité pour les détenteurs de billets d'en demander le remboursement en or.

La monnaie fiduciaire est constituée de monnaie métallique (pièces de 5, 10, 20, 50 dinars appelées monnaie divisionnaire, et de billets de banque (billet de 1000 , 2000 dinars) émis sous le contrôle de la Banque Centrale.

1.2.5 Monnaie scripturale :

La monnaie scripturale ou **monnaie écrite** marque une étape supplémentaire dans la dématérialisation des moyens de paiements. Cette monnaie est quelque chose d'immatériel (pas palpable). La deuxième moitié du XXe siècle voit apparaître de nouvelles pratiques monétaires : l'utilisation du chèque et celle de la carte bancaire entraînent une dématérialisation croissante de la monnaie. Désormais, sa majeure partie n'existe plus que sur des disques durs d'ordinateur.

Avec la monnaie scripturale, les paiements s'effectuent par écritures ou inscriptions dans les comptes, créditer ou débiter les comptes par simple jeu d'écriture. Elle peut, bien

entendu, être convertie en billets par simple retrait au guichet de la banque qui tient le compte du titulaire, ou par le biais d'une carte électronique de retrait dans n'importe quel distributeur automatique de billets.

1.2.6 Monnaie électronique :

La monnaie électronique est toute valeur monétaire représentant une créance sur un émetteur qui est stockée sur **un support électronique**. Cette valeur monétaire doit être émise contre la remise de fonds d'un montant dont la valeur n'est pas inférieure à la valeur monétaire émise. Enfin cette valeur monétaire doit être acceptée comme moyen de paiement par des entreprises autres que l'émetteur, telles qu'une carte à puce ou une mémoire d'ordinateur et qui est généralement destinée à effectuer des paiements électroniques de montants limités.

À l'instar de la monnaie papier qui transcrit des informations aux termes desquelles, le papier symbolise un pouvoir d'achat, la monnaie électronique utilise un code digital, qui ne nécessite plus le papier comme support, mais une puce électronique ou un disque dur.

1.3 Fonctions et valeurs de la monnaie

1.3.1 Fonctions de la monnaie

Nous nous intéressons maintenant à l'usage que nous faisons de la monnaie.

Aristote, dans l'antiquité, fut le premier à définir la monnaie selon ses fonctions. Celles-ci sont au nombre de trois :

-Intermédiaire des échanges : Comme nous l'avons déjà vu précédemment, la monnaie facilite l'échange des biens et des services sur le marché. Lors de l'achat des biens et des services, nous payons en monnaie la contrepartie, donc les échanges économiques se font par la monnaie. La monnaie est universellement acceptée lors des échanges. Chaque monnaie remplit cette fonction de manière plus ou moins efficace et pratique pour les usagers. Une devise comme le Dollar et l'Euro est universellement acceptée dans les échanges internationaux. Une économie moderne cesserait de fonctionner si elle ne comportait pas un moyen standardisé et pratique de paiement.

-Unité de mesure : la richesse économique est mesurée en unités monétaires. La valeur d'échange, donc le prix, des biens et des services est déterminée par une quantité de monnaie. Le prix de la pomme de terre est 85 da ou 85 unités monétaires. La monnaie est un outil de mesure, comme le mètre pour la distance, comme le kilogramme pour le poids. La monnaie est l'étalon de mesure de la richesse économique.

-Réserve de valeur : l'épargne, les dépôts et les avoirs bancaires sont constitués de monnaie, donc des sommes d'argent déposées dans des comptes bancaires. **LA VALEUR NOMINALE** : un client qui a 2 millions de dinars dans son compte. **VALEUR RÉELLE** : cette fonction de réserve de valeur n'est valable qu'à condition que le niveau des prix reste stable, sans inflation.

Pour remplir ces fonctions, la monnaie va être à la fois phénomènes économiques et phénomènes sociaux.

1.3.2 Valeur de la monnaie

La monnaie est un bien comme les autres et pourtant elle est considérée différemment par les individus qui l'emploient parce qu'elle est dotée d'une valeur.

Comme déjà expliquée plus haut, actuellement, la monnaie n'est plus convertible en métaux précieux, y compris au niveau international. C'est à la seule valeur faciale (ou valeur nominale) que les agents économiques se réfèrent. L'évolution de la valeur d'une monnaie dépend donc, à présent, de la seule évolution de son pouvoir d'achat dans le temps : plus le prix, de l'ensemble des biens, augmente, plus la monnaie perd de sa valeur, et vice-versa. L'inflation est donc la mesure de l'évolution de la valeur d'une monnaie. En période d'inflation, la monnaie perd une partie de sa valeur puisque la même quantité de monnaie achètera moins de bien qu'auparavant. Cette mesure en termes d'inflation est sa valeur interne, dans le pays. Quant à la valeur externe d'une monnaie, à l'étranger, elle fait référence aux monnaies des autres pays, le taux de change.

La valeur de la monnaie est reliée au contexte de sa création.

1.3.3 Masse monétaire

Les billets de banque en circulation dans l'économie sont émis par la banque centrale de chaque pays. Alors que les pièces métalliques sont frappées (fabriquées) par le trésor public. Les billets de dinar algérien sont émis par la planche à billets de la banque centrale algérienne. Les pièces métalliques sont fabriquées par le trésor public algérien.

Comme nous l'avons abordé plus haut, nous avons vu qu'au début de l'histoire de la monnaie, la monnaie avait une valeur intrinsèque relative à une certaine quantité de métaux précieux. En ce moment, la masse monétaire, donc la quantité de monnaie disponible dans l'économie, était donc égale aux réserves métalliques qui se trouvaient dans les coffres des Banques Centrales, mais ce système a définitivement disparu le 15 août 1971 quand les États-Unis ont abandonné la convertibilité du Dollar en or.

La masse monétaire mesure la quantité de monnaie en circulation. Au sens strict, elle correspond à la monnaie sous sa forme la plus liquide, les moyens de paiements. Elle se compose de la monnaie fiduciaire, la monnaie divisionnaire et la monnaie scripturale. En Algérie, la masse monétaire est mise à la disposition de l'économie par le biais de la Banque d'Algérie qui fut créée en 1962, la fin de système monétaire international étalons or. Les accords de Bretton Woods mettent en place un système d'étalon change-or : la valeur du dollar US est directement indexée sur l'or (à 35 dollars par once), tandis que les autres monnaies sont indexées sur le dollar.

Cette masse monétaire disponible à un moment donné dans l'économie donne la mesure du pouvoir d'achat des agents économiques. Elle donne une indication à la Banque Centrale sur l'évolution des différentes liquidités de manière à ce qu'elle puisse adapter la politique monétaire et éviter les dérapages que peut induire l'inflation. Ainsi, les banques centrales sont libres d'émettre la quantité de monnaie qu'elles veulent, il n'y a pas de limites, sauf qu'elles doivent faire attention puisque une quantité de monnaie en trop dans l'économie provoque l'inflation et la dévaluation de la monnaie nationale. Trop de masse monétaire en circulation provoque des problèmes économiques. La banque centrale cherche à faire un équilibre entre la quantité émise de monnaie et l'augmentation de PIB, donc de la richesse réelle.

1.3.4 création monétaire

La création de la monnaie provient principalement par l'octroi d'un crédit qui n'est pas généré par un dépôt ou une épargne. C'est de la monnaie créée, car la banque commerciale ne l'avait pas au préalable. Créer de la monnaie est le processus qui consiste à mettre en circulation une nouvelle quantité de monnaie, c'est une augmentation de la masse monétaire d'un pays déterminé.

En effet, lorsqu'une banque accorde un crédit à un client, elle n'est pas tenue de disposer des liquidités correspondantes, car, elle peut réaliser cette opération par un simple jeu d'écriture. Lorsqu'elle accorde à un agent économique non financier (entreprises ou ménages) un crédit, son compte se trouve augmenter du montant du crédit, ainsi la banque a mis à sa disposition de la monnaie scripturale, il y a création monétaire. La propriété de cette monnaie créée est qu'elle soit provisoire, car cette création monétaire va être détruite une fois que cet agent aura remboursé son crédit. Il arrive parfois que la monnaie créée soit définitive quand un pays convertit des devises en monnaie locale.

Le trésor public, la caisse de l'État, il crée aussi de la monnaie scripturale (lorsque le compte-chèques postal d'un fonctionnaire est crédité, le trésor crée sa propre monnaie scripturale).

Toute action de la banque centrale sur l'émission monétaire et toute action des banques commerciales sur la création monétaire implique de fâcheuses répercussions. Une création monétaire trop importante peut compromettre la valeur de la monnaie. En effet émettre trop de monnaie en circulation dans une économie donnée est à l'origine de l'inflation qui se traduit par la hausse des prix. Dans ce cas les marchandises deviennent plus chères et il faut plus de monnaie pour acheter une même quantité de biens.

1.4 Monnaie, instrument de politique monétaire

Cette fonction est relativement récente, elle ne date que du début du 20^e siècle. La monnaie constitue un outil puissant entre les mains des autorités publiques, car, elle permet d'influencer considérablement l'activité économique. La politique monétaire peut servir d'objectif de croissance et de stabilité des prix.³² Nous pouvons dire que la monnaie remplit les fonctions suivantes : intermédiaire des échanges, étalon de valeur, moyen de réserve et instrument de la politique monétaire. Jusque-là nous n'avons abordé que les fonctions économiques de la monnaie. Mais dans une société, la monnaie ne se limite pas à cela uniquement. Elle doit d'abord et surtout avoir une fonction symbolique, c'est-à-dire, être un phénomène social. La monnaie est aussi l'objet d'une croyance sociale, d'une foi, dont il serait vain de croire que seul l'élément fonctionnel, de calcul rationnel explique l'existence. ³³

2 INFLATION

Dans cette section, nous allons répondre à ces questions :

- Qu'est-ce que l'inflation? Et comment se mesure-t-elle ?
- Quelles en sont les causes et les conséquences ?
- Comment la contrôler ?

Nous aborderons les trois principales théories de l'inflation. Puisque, selon les théories économiques, trois approches principales se distinguent quant à l'analyse du phénomène et de ses implications.

2.1 Définition de l'inflation :

Étymologiquement, le mot inflation provient du latin « inflatio » soit enflure ou gonflement. L'inflation est l'un des problèmes (ou phénomènes) économiques les plus connus. Plusieurs définitions lui ont été attribuées. Nous pouvons définir l'inflation comme :

- Un processus de hausse cumulative et autoentretenu du niveau général des prix.
- Une augmentation persistante du niveau général des prix.

La première définition met l'accent sur l'idée d'un mécanisme mettant en cause des variables multiples, de longue durée, engendrant lui-même les causes de sa permanence et s'exprimant par l'augmentation de la plus grande partie des prix.

L'inflation peut être perçue comme une dévaluation de la valeur de l'argent. Il faut bien insister sur le fait que, pour qu'il y ait inflation, il faut que la hausse de prix soit persistante.

L'inflation se caractérise par une augmentation persistante de la moyenne des prix des biens et des services, sur l'ensemble du spectre économique et sur plusieurs trimestres consécutifs. Elle se traduit donc par une diminution du pouvoir d'achat de la monnaie. Il s'agit de la manifestation de la hausse du niveau général des prix.

L'inflation est un phénomène de hausse des prix –généralisée, cumulative et durable – qui s'autoentretient.

C'est un phénomène macroéconomique qui est révélateur de la hausse générale des prix (Il n'a pas lieu dans un seul secteur, par exemple une mauvaise récolte agricole). L'inflation est un déséquilibre macroéconomique qui, dans une économie de marché, induit une hausse générale et autoentretenu des prix (l'inflation est souvent assimilée à son effet, la hausse des prix).

Trois points inhérents à la définition de l'inflation

- Augmentation générale : la hausse des prix doit affecter la totalité des biens en circulation et services offerts sur le marché.
- Augmentation durable : une augmentation des prix pendant quelques mois n'est pas constitutive d'inflation, il en est ainsi des hausses saisonnières des prix (fruits en hiver, location en été). Le relèvement des tarifs doit résulter d'un déséquilibre prolongé.
- Augmentation autoentretenu ou en spirale : l'augmentation du prix des matières premières ou des salaires retombe nécessairement sur le prix des produits finis (ainsi le prix du blé a une influence directe sur le prix du pain).

2.2 Spirale inflationniste.

L'inflation est un phénomène autoentretenu : la hausse des prix engendre une nouvelle hausse, qui en engendre une autre, ainsi de suite. En effet, si les salariés demandent une revalorisation (augmentation) de leurs salaires, les profits des entreprises vont diminuer, ce qui va inciter ces entrepreneurs à augmenter le prix de leurs produits (on répercute les hausses de salaire). Constatant l'augmentation du prix des produits et donc la diminution de leur pouvoir d'achat, les ménages demandent une revalorisation de leur salaire, etc.

Dans une économie de marché, les prix des biens et des services varient. Certains augmentent, d'autres diminuent. On parle d'inflation lorsque les prix augmentent globalement, et non uniquement les prix de quelques biens et services. Quand tel est le cas, avec le temps,

chaque unité monétaire permet d'acheter moins de produits. Autrement dit, l'inflation érode progressivement la valeur de la monnaie nationale.

L'inflation est une augmentation en spirale des prix des biens de consommation et des services, suivie de celle des salaires, dont la cause est une augmentation plus rapide de la masse monétaire que celle de la valeur de ces mêmes biens et services.

2.3 Mesure du taux d'inflation

2.3.1 Le taux d'inflation

L'inflation représente l'évolution des prix en calculant la variation relative par un taux donc en %. Ce taux annuel est obtenu en comparant les prix au cours d'un mois donné à celui relevé pour le même mois de l'année précédente.

Il existe des taux d'inflation ; annuels, semestriels, trimestriels et mensuels.

Le taux d'inflation est un indicateur de premier ordre pour apprécier l'état d'une économie et pour comprendre mieux les mouvements de hausse des prix des biens et services.

Pour mesurer le taux d'inflation, dans un pays donné, deux mesures existent ; inflation des biens de consommation et inflation des biens de production. Les deux inflations sont mesurées par des indices différents, indice des prix à la consommation (IPC) et l'indice des prix à la production (IPP) (également appelé l'indice des prix de gros). Lors nous parlons de l'inflation, généralement, nous sous-entendons l'IPC.

2.3.2 IPC

L'IPC est un indice très important pour le gouvernement et pour la Banque Centrale. L'IPC reflète les dépenses moyennes des ménages dans un pays donné pour un panier de biens et services.

L'indice des prix à la consommation mesure l'évolution dans le temps **d'un échantillon** de biens ou panier dans l'hypothèse où les quantités achetées sont constantes au cours de deux périodes de relevés consécutives.

L'indice des prix à la consommation (IPC) mesure la variation dans le temps, exprimé en pourcentage, du coût à l'achat d'un « panier » constant de biens et de services, qui représente les achats faits par un groupe particulier de la population au cours d'une période donnée

Pour un pays et pour une période, le taux d'inflation s'évalue via un relevé systématique des prix à la consommation et l'établissement d'un indice des prix à la consommation (IPC)

La mesure de l'inflation prend en compte tous les biens et services consommés par les ménages : les biens d'usage courant (alimentaires, énergie, nourriture, l'énergie...), les biens durables (habillement, ordinateurs, électroménager...) et les services (coiffure, assurances, loyers)

La mesure de l'inflation revient à suivre l'évolution du prix du « panier de la ménagère » d'une année à l'autre ou d'une période à une autre.

Il existe, dans chaque pays, un institut national de la statistique, qui calcule l'IPC pour le pays, en Algérie, c'est l'ONS (office national des statistiques) qui relève les prix et calcule l'IPC.

2.3.3 Le panier de la ménagère

Le panier de la ménagère représente tous les biens et les services consommés par les ménages durant l'année considérée. Chaque bien ou service figurant dans ce panier a un prix, qui peut varier dans le temps.

Le panier de la ménagère est une mesure de simplification, un panier moyen représentatif, sans oublier que tout le monde n'achète pas les mêmes produits et pas les mêmes quantités.

Pour calculer la hausse des prix moyenne, on donne plus de poids aux prix des produits représentant une part importante de nos dépenses, comme l'électricité, qu'à ceux des produits pour lesquels nous dépensons moins, comme le sucre ou les timbres-poste.

Ce sont les dépenses moyennes de l'ensemble des ménages qui déterminent le poids des différents biens et services dans la mesure de l'inflation.

Exemple fictif de calcul de l'inflation

Panier de la ménagère		Prix (2020 Année de référence)		Prix (2021)		Prix (2022)	
B/S	Quantité	Prix unitaire	Total	Par unité	Total	Par unité	Total
Baguettes	150	15 da	2250	13 da	1950	10 da	1500 da
Tasses de café	100	24 da	2400	35 da	3500	40 da	4000 da
Coupes de cheveux	12	200 da	2400	250 da	3000	300 da	3600 da
Veste d'hiver	1	4500 da	4500	5000 da	5000	4600 da	4600 da
Prix total du panier			11550 da		17350 da		13700 da
IPC			<u>100,0</u>		<u>150,2</u>		<u>118,6</u>
Taux d'inflation					50,2 %		18,6 %

Tableau : Évolution par groupe en septembre 2022 en Algérie. 2001 = 100

	Poids	Indice 2022	Sept. 22/ Août 22	Variation Sept. 22/Sept. 21	Variation Sept. 22/Sept. 21	Variation 09 Mois 22/ 09 Mois 21
ENSEMBLE	1000,0	252,81	0,88	8,65	9,53	
Alimentation-Boissons non alcoolisées	430,9	273,54	0,92	11,45	13,98	
Habillement-Chaussures	74,5	248,82	1,19	6,89	6,67	
Logement-Charges	92,9	172,05	0,63	2,69	2,35	
Meubles et Articles d'Ameublement	49,6	193,77	0,00	6,05	6,15	
Santé-Hygiène Corporelle	62,0	211,76	0,76	7,47	6,99	

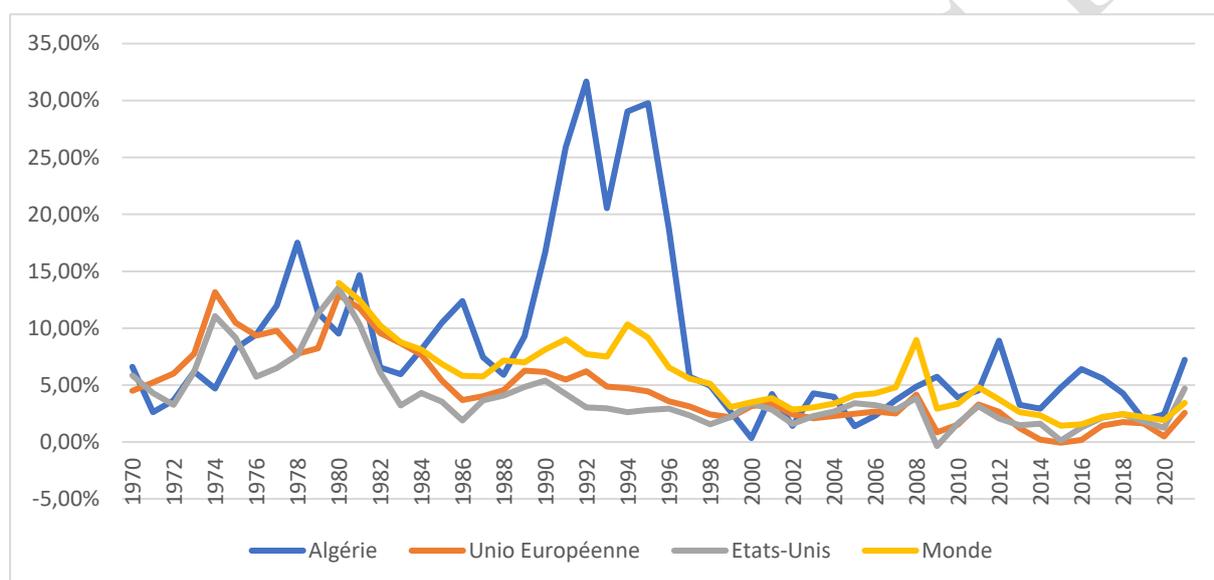
Transports et Communication	158,5	223,42	0,11	0,78	0,84
Éducation - Culture - Loisirs	45,2	218,65	6,76	13,77	10,64
Divers (N.D.A.)	86,4	374,87	0,17	12,02	12,15

Source ;ONS, 2022

Comme le montre le tableau précédent, l'inflation en Algérie, entre le mois de septembre 2021 et septembre 2022, touche principalement (augmentation annuelle supérieure à 10%) l'ensemble des produits Alimentation et Boissons non alcoolisées et l'ensemble d'éducation, Culture et Loisirs.

2.4 Inflation dans l'histoire

Figure : Comparaison des taux d'inflation historiques



source : Base de données : Fonds monétaire international, Banque mondiale et OCDE Inflation CPI indicator

Comme le montre la figure précédente, l'Algérie, par rapport à d'autres régions du monde, a des taux d'inflation supérieurs. L'Algérie a connu durant les années 1990, des taux d'inflation annuels records qui ont dépassés la barre de 30%

Le phénomène de l'inflation est ancien, car il est apparu au :

-IIIe (3^e) Siècle, l'Empire romain occidental a connu une grave crise économique et politique provoquée par la hausse des prix des produits alimentaires.

-XIVe (16^e) Siècle, l'Espagne a vu une élévation des prix qui s'est répandue dans toute l'Europe. C'est cette inflation que Jean Bodin a tenté d'expliquer en l'impliquant à l'afflux des métaux précieux en provenance du Nouveau Monde (continent américain).

-XIXe (19^e) Siècle, l'inflation n'a touché que les pays capitalistes et elle s'est manifestée pendant les guerres et les crises.

-XXe (20^e) Siècle, l'inflation a été forte lors des années après guerres que durant les années de guerre : il y a eu une multiplication par 22 entre 1939 et 1952... au total les épisodes inflationnistes causés par les deux guerres mondiales correspondent à des prix multipliés par plus de 100.

Là, nous n'avant pas abordé l'histoire récente de l'inflation.

2.5 D'autres formes (signe) d'évolution des prix (IPC)

L'inflation ne doit pas être confondue avec d'autres notions :

- **Hyperinflation** : forte inflation (ex. : en Allemagne en 1922-1923, lorsqu'il fallait une brouette pleine de billets pour acheter une baguette de pain !)
- **Stagflation** : combinaison d'inflation et de chômage (ex. : après le premier choc pétrolier)
- **Désinflation** : ralentissement durable de la hausse des prix (elle doit durer dans le temps : une seule année où il y a une diminution du taux d'inflation)
- **Déflation** : baisse des prix, qui peut résulter d'une récession économique, de la chute de la demande des ménages (la demande diminue, les prix baissent, comme les marges des entreprises, ce qui accroît les licenciements).

Notions de la rigidité et de flexibilité des prix

La rigidité des prix est le contraire de la flexibilité des prix. Dans le cas de la flexibilité des prix, par exemple, les entreprises peuvent adapter librement leurs prix en réaction à une variation de la demande ou de l'offre. Mais la flexibilité des prix n'est pas respectée sur le court terme, du fait des délais de mise à jour des prix, ainsi que pour d'autres raisons. L'ajustement des prix et salaires n'étant pas immédiat, ce qui fait qu'il existe des **rigidités nominales**, les deux principales étant :

Une **rigidité des prix** : les prix mettent un certain temps avant d'égaliser l'offre et la demande, suite à la mise en place d'une politique monétaire quelconque.

Une **rigidité des salaires** : les salaires évoluent peu à court terme, notamment quand il s'agit de les baisser. Peu d'employés accepteraient, à raison, une baisse de salaire, même justifiée par la conjoncture économique.

2.6 Types d'inflation selon le taux d'inflation

2.6.1 Inflation ouverte ou déclarée

On parle d'inflation ouverte ou déclarée lorsqu'il y a une **augmentation rapide, générale, permanente et cumulative des prix**. Sous une inflation « ouverte » le système des prix a la liberté de s'ajuster pour résorber le déséquilibre entre la demande et l'offre... L'inflation ouverte rend flexible ce qui par nature devrait être rigide : l'étalon des valeurs.

Le taux d'inflation varie entre plus 5 % et sans dépasser 10 % par an. Cette augmentation est due :

- Certaines branches de l'économie connaissent une rareté dans certains biens. Cette rareté va être la cause de l'augmentation du coût de production des marchandises utilisant ce bien, ce qui implique l'augmentation des prix. L'exemple de l'acier en Algérie depuis 2019.
- Les anticipations, des fois non fondées, de la part des acteurs économiques sur de nouvelles hausses des prix, qui vont être à l'origine de ce genre d'inflation. L'exemple des produits alimentaires en Algérie depuis le début de la pandémie Covid-19.

2.6.2 Inflation latente ou rampante

Lorsque l'inflation est structurellement installée dans l'économie. Elle est à peine perceptible parce qu'elle évolue à faible taux sur le long terme. Son taux de la hausse des prix demeure relativement faible, il évolue de 2,5 % à 4 % par an. Ce genre d'inflation est chronique, car sa variation s'étale sur une longue période. Elle est commune à tous les pays industrialisés et est localisée et maîtrisée par le pouvoir public.

Il s'agit d'une inflation à peine perceptible, qui évolue à faible taux sur le long terme. L'amélioration progressive du niveau de vie des populations peut s'effectuer parfois à un rythme plus rapide que celui des appareils de production, si bien que la demande sur le marché (biens de consommation comme bien d'équipement) présente une tendance modérée à dépasser l'offre. Au fil des années, le niveau des salaires et le niveau des prix augmentent donc de manière latente.

Les théoriciens économiques s'accordent à dire que ce genre d'inflation ne constitue pas une menace grave pour l'économie. Au contraire, elle est vue comme un stimulant de la vie économique en encourageant la consommation et l'investissement. Il est avantageux de consommer et d'investir aujourd'hui que d'attendre l'année prochaine où les biens seront légèrement plus chers.

Les raisons principales de cette inflation sont :

- Pénurie de la production intermittente.
- Augmentation de la population
- Relance de la consommation.
- Déséquilibre monétaire international causé par la croissance des devises.
- Hausses considérables de la demande d'investissement
- Augmentation au recours du crédit,
- Excédents de richesses privées des consommateurs et des entreprises.

2.6.3 Inflation galopante ou hyperinflation

Elle est une inflation très élevée. Elle se manifeste par une accélération très forte des prix. C'est un type d'inflation totalement hors de contrôle, supérieur à 30% et qui peut, dans certains cas, dépasser les 1000%, comme dans le cas des inflations latino-américaines des années 60-70 ; 191% en Zimbabwe.

L'existence de l'hyperinflation est liée à un excès de monnaie dans l'économie par rapport aux besoins réels de celle-ci favorisant ainsi une hausse générale des prix.

Cette augmentation trouve sa source quand l'État n'est plus dans la possibilité de payer ses dépenses puisqu'elle n'a pas assez de recettes. Cette situation budgétaire catastrophique va induire à un manque de confiance de la part des prêteurs ce qui va pousser l'État à recourir à une émission monétaire. La croissance de la masse monétaire va induire à une hyper inflation.

Ce genre d'inflation peut aboutir à une perte totale de confiance dans la monnaie nationale due à une dépréciation de la valeur de la monnaie. Elle peut conduire à la chute du système économique et monétaire tout entier voir même à la disparition de la monnaie nationale et à son remplacement par une nouvelle monnaie, ou par une monnaie étrangère comme le cas de Zimbabwe qui utilise le dollar US.

2.7. Causes et effets de l'inflation

Les causes sont multiples. En général, on distingue trois explications à l'inflation :

2.7.1 Causes conjoncturelles

Selon le type et le contexte des économies concernées, l'inflation peut résulter d'un faisceau de causes qui peuvent agir chacune séparément ou/et en combinaison. Les déséquilibres inflationnistes naissent d'un phénomène bien spécifique aux effets épisodiques tels que :

2.7.1.1 Inflation par la demande :

L'inflation peut résulter d'une augmentation de la demande. Nous savons tous que les prix sont fixés par la confrontation entre l'offre et la demande sur le marché. S'il y a excès de la demande par rapport à l'offre alors les producteurs vont augmenter les prix pour rétablir l'équilibre.

Ce genre d'inflation trouve ses origines dans :

- Augmentation excessive de la masse monétaire ;
- Demande supérieure à l'offre de biens et services disponibles ;
- Causes psychologiques et phénomènes d'anticipation pouvant générer une spirale inflationniste.

2.7.1.2 Inflation par l'offre ou par les coûts

Dans l'expression –inflation des coûts-, le mot coût doit être pris dans un sens très large. L'inflation par les coûts a pour cause la hausse d'un élément du prix de revient de tous les biens produits dans un pays. L'inflation par les coûts est donc liée d'une part :

- Aux comportements des entreprises qui lient leurs prix en fonction de leurs coûts de production ; augmentation des impôts, des salaires ou des taux d'intérêt...
- À la hausse des matières premières, du coût de travail et des investissements.

2.7.1.3 Inflation importée

L'inflation importée provient d'étranger par le biais des importations. L'exemple le plus frappant est celui de la hausse du prix des matières premières et particulièrement, celui du pétrole pour les pays importateurs. Elle provient aussi de la dévaluation de la monnaie nationale qui engendre une hausse des prix des produits importés.

S'il y a augmentation des prix d'un bien importé, cette augmentation aura une incidence inflationniste sur le pays importateur. L'inflation peut avoir des causes initiales extérieures, mais très vite ces causes extérieures se transmettent aux mécanismes intérieurs, si vite que l'inflation importée se transforme en une inflation classique.

2.7.2 Causes structurelles

Les causes structurelles sont à rechercher dans les tensions sur la répartition salaire/profit ou sur les marchés.

Les vitesses d'ajustement des salaires aux prix déterminent le niveau d'inflation et la répartition des revenus à moyen terme.

En effet la hausse des prix peut être provoquée par :

- Inefficacité de certains mécanismes tels un excès d'intermédiaire
- Situation d'oligopole ou monopole : la pratique d'une augmentation de prix non justifié.
- Des conflits sociaux : ou chaque groupe d'individu cherche à augmenter sa part du revenu.
- Anticipations d'augmentation des prix. Les agents économiques épargneront moins et acquerront plus ce qui va automatiquement augmenter les prix vu la demande accrue.
- Les charges de l'État et la difficulté de leurs financements
- Accroissement démographique qui implique un accroissement de la consommation privée ainsi qu'une mauvaise orientation des investissements.
- Vices structurels de l'offre ainsi que ceux de la fixation des prix.

L'inflation conjoncturelle peut être combattue avec succès par une politique monétaire et réagira favorablement dans le court terme en atteignant un niveau satisfaisant de stabilité économique. Cependant si l'inflation est structurelle, tout effort pour la combattre en utilisant les politiques monétaires orthodoxes aura des résultats complètement contradictoires.

2.7.3 Causes monétaires

L'inflation par la monnaie est induite par une création excessive de monnaie, impliquant des dépenses supplémentaires, car les agents économiques vont avoir besoin de plus de monnaie pour satisfaire leurs besoins. Cet accroissement monétaire va être supérieur par rapport à la production réelle, ce qui va induire donc une diminution de la valeur intrinsèque de la monnaie, car les prix auront augmenté.

Pour les auteurs quantitativistes de la fin du XIX Siècle et pour les monétaristes, l'inflation ne peut être que d'origine monétaire. En effet, si la monnaie en circulation augmente plus vite que la quantité des biens disponibles, les vendeurs (supposés rationnels) vont anticiper une dépréciation de la monnaie : pour se couvrir, ils augmentent leurs prix de vente. Si ce comportement est adopté par tous les agents économiques, le niveau général des prix s'accroît. La plus célèbre inflation de ce type fut celle que connut l'Allemagne de 1922- 1923.

Conséquences de l'inflation

L'inflation agit sur l'ensemble des parties prenantes économiques, avec des effets plus ou moins prononcés selon qu'elle est forte ou modérée. D'une manière générale :

- Elle est défavorable aux détenteurs des valeurs monétaires concernées, crédateurs imprévoyants, exportateurs et leur chaîne de fournitures, investisseurs victimes d'illusion monétaire (prise en compte de la valeur nominale et non pas de la valeur réelle) ;
- Elle est favorable aux détenteurs d'actifs et de stocks, crédateurs ayant fait preuve d'anticipation, débiteurs, importateurs et acheteurs de produits importés.

Si l'inflation se manifeste de manière forte, elle peut créer de graves et multiples distorsions économiques. Parmi eux :

-baisse du pouvoir d'achat Érosion de la valeur des revenus et de l'épargne tout particulièrement pour les ménages à revenus stable et fixe. Ces derniers vont être perdants surtout si leurs salaires ne vont pas suivre la hausse des prix.

Par contre les ménages à revenus élevés vont profiter de la conjoncture inflationniste, car les taux d'intérêt ont tendance à augmenter lors de cette période. Ce qui ne fait qu'offrir des placements rémunérateurs à cette catégorie de ménage.

-Peut créer des décalages économiques entre épargnants et emprunteurs, car l'augmentation de l'inflation avantage les emprunteurs aux dépens des épargnants.

accroît le risque d'instabilité financière : augmentation des prix, érosion des actifs financiers, crises financières.

-l'inflation peut biaiser le calcul économique ce qui peut aboutir à des investissements non productifs. Plus de risques sur les investissements.

-pénalisation du commerce extérieur en rendant les produits relativement plus chers à l'étranger

- cas d'emprunts à taux fixes les entreprises ont intérêt à s'endetter, car l'inflation diminue la charge de remboursement.

-entraîne des rentrées fiscales plus importantes pour l'État.

- l'inflation faible peut avoir un effet bénéfique sur la croissance, car elle peut stimuler la consommation et augmenter l'investissement productif.

2.8 Politiques de lutte contre l'inflation : Contrôle et régulation

Vu les répercussions importantes de l'inflation sur la société, il est important donc de la gérer efficacement. Il est par conséquent important de disposer d'une mesure de l'inflation.

Maîtriser l'inflation est en général l'un des principaux objectifs de la politique monétaire. Il y'a différentes politiques permettant de lutter contre l'inflation chacune ses leviers que le gouvernement utilise.

Pour lutter contre les excès et contrôler efficacement et durablement le niveau de l'inflation, différents outils de régulation sont disponibles, qui doivent être mis en œuvre de manière cohérente et coordonnée :

- une politique monétaire des banques centrales visant à adapter le niveau de masse monétaire et les taux directeurs à l'objectif d'un taux d'inflation faible, mais non nul ;
- une politique fiscale et budgétaire visant à un équilibre optimal de l'offre et de la demande ;
- une politique de change (appréciation ou dépréciation) favorable à l'équilibre de la balance commerciale, pouvant aller jusqu'au changement de monnaie ;
- Une politique de contrôle ou de relâchement du niveau des prix et des salaires, incluant des mesures d'indexation ou de désindexation.

2.8.1 Les politiques visant à réguler la demande

2.8.1.1 Politique budgétaire

Le premier instrument de la lutte contre l'inflation est la politique budgétaire : l'Etat cherche à réduire et à limiter la demande tout en luttant contre l'insuffisance de l'offre.

- 1) La demande peut être trop excessive à cause des banques qui prêtent trop,
- 2) de l'État qui dépense trop,
- 3) ou bien encore de la masse monétaire, trop importante.

La politique budgétaire applicable consiste à maîtriser les dépenses publiques, mais aussi celles des différents agents économiques. Pour ce faire, l'État peut geler les dépenses publiques ou les diminuer en diminuant les prestations sociales, en réduisant le nombre de ministères ou les budgets des ministères, le nombre de fonctionnaires, en fusionnant les services publics...

L'État peut augmenter les prélèvements obligatoires (la fiscalité), mais le pouvoir d'achat des ménages diminuera, provoquant une diminution de la consommation, mais une hausse des recettes fiscales. Toutefois, il est important de rappeler ici que le premier impôt en termes de recettes est la TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée), assise sur la consommation... Ainsi, si la consommation diminue, les recettes fiscales issues de la TVA reculeront.

2.8.1.2 Politique monétaire

La politique monétaire vise à agir directement sur la masse monétaire dont le but est de la réduire et d'agir sur la création monétaire.

Pour ce faire, on dispose de 3 outils :

- 1) **le taux d'intérêt** (pratiqué par les autorités monétaires),
- 2) **les réserves obligatoires** et
- 3) **l'encadrement du crédit**.

Pour ce qui est du **taux d'intérêt**, les autorités monétaires peuvent l'augmenter pour réduire la masse monétaire disponible et donc l'inflation (théorie quantitative de la monnaie) : le coût du crédit sera renchéri, la demande de crédit diminuera, la masse monétaire diminuera et le taux d'inflation diminuera.

Le taux de **réserves obligatoires** peut augmenter : on peut l'augmenter en cas d'inflation. Les réserves obligatoires sont une partie des crédits accordés par les banques commerciales placée à la banque centrale. C'est une pénalité (il n'y a pas de rémunération).

La banque centrale peut imposer des quotas de volumes de crédit mensuels aux banques commerciales dans le but essentiel de canaliser les crédits distribués aux particuliers et aux entreprises. Si jamais le plafond est dépassé, les banques doivent payer une pénalité, bloquée avec les réserves obligatoires.

2.8.2 Politiques de lutte contre l'inflation visant les prix et la concurrence

L'État peut pratiquer une politique de lutte contre l'inflation très interventionniste en fixant les prix des biens vendus par les commerçants (c'est le cas par exemple pour le pain, bien sensible) et condamner ceux qui ne respectent pas ces prix. Par ailleurs, le Conseil de la Concurrence et la D.G.C.C.R.F (Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes) a la responsabilité de veiller sur l'existence d'une concurrence (lutter contre les oligopoles, les monopoles, les ententes, les abus de position dominante entre autres).

1.9 Trois approches théoriques de l'inflation

1.9.1 Théorie classique

Elle considère qu'il doit y avoir une corrélation effective entre la valeur de la monnaie et celle des actifs, l'inflation (ou son contraire la déflation) sanctionnant alors un déséquilibre entre ces deux valeurs.

2.9.2 Analyse keynésienne

Elle prône un interventionnisme monétaire et politique visant à corriger les excès du libéralisme économique via des mesures adaptées, l'inflation sous contrôle étant considérée en elle-même comme un outil de régulation socio-économique à part entière.

2.9.3 Doctrine monétariste

Anti-keynésienne, elle préconise un objectif de quasi-stabilité des prix excluant toute intervention politique sur les monnaies, la gestion de celles-ci étant exclusivement confiée à des banques centrales indépendantes.

SECTION 3 : LE CHÔMAGE

3.1 Définition du chômage

La définition de chômage n'est pas commune dans le monde. À l'échelle nationale, chaque pays propose une définition propre à lui. À l'échelle internationale, la définition de bureau international de travail est prise comme référence. Par exemple, c'est l'office national des statistiques (ONS) qui définit le chômage en Algérie, le pôle emploi en France.

Ainsi, nous pouvons distinguer deux définitions du chômage :

3.1.1 Définition théorique du chômage

En théorie, le chômage a une définition internationale dont les faits, reposant pratiquement sur deux critères :

1. **La situation** qui signifie le fait de ne pas occuper d'emploi,
2. **Le comportement** qui signifie le fait de rechercher un emploi.

3.1.2 Définition du BIT

(13^{ème} conférence internationale des statisticiens de Genève en 1982), être sans travail, être disponible pour travailler, rechercher effectivement un emploi.

Stipule que les chômeurs comprennent toutes les personnes ayant :

1. Dépassé un âge spécifié qui au cours de la période de référence étaient, âge légal de travail, 15 ans.

2. Strictement sans travail, c'est-à-dire, qui n'étaient pourvues ni d'un emploi salarié ni d'un emploi non salarié. (Une personne qui fait quelques heures par mois est considérée au travail)
3. Absolument disponibles pour travailler dans un emploi salarié ou non durant la période de référence.
4. À la recherche d'un travail, c'est-à-dire, qu'avaient pris des dispositions spécifiques au cours d'une période récente spécifiée pour chercher un emploi salarié ou non

La recherche de travail selon le PIT: inscription à un bureau de placement public ou privé, la candidature auprès d'employeurs, les démarches sur les lieux de travail, l'insertion ou la réponse à des annonces dans les journaux, les recherches par relations personnelles, la recherche de terrain, d'immeubles, de machines ou d'équipement pour créer une entreprise personnelle et les démarches pour obtenir des ressources financières, des permis, des licences, etc.

b) Brouillard autour du chômage Il y a des cas particuliers : personnes qui recherchent un emploi sans être disponible, personne disponible, mais qui n'effectue pas de démarches, ceux qui sont inactifs, mais ne font pas de recherche. Les catégories sont floues : chômeurs, préretraites, stagiaires ou en formation, apprentissage, temps partiel, intérim. CDD et CDI.

3.2 Mesure du chômage

3.2.1 Définition de la population active :

La population active regroupe la population active occupée (appelée aussi « population active ayant un emploi ») et les chômeurs.

Évidemment, la mesure de la population active diffère selon l'observation statistique qui en est faite, selon la définition du chômage.

Nous pouvons actuellement distinguer trois approches principales : au sens du BIT, au sens du recensement de la population, au sens de la Comptabilité nationale.

1. Au sens du BIT, la population active comprend les personnes en emploi au sens du BIT et les chômeurs au sens du BIT.
2. Au sens de la Comptabilité nationale, la population active est toutes les personnes des deux sexes au-dessus d'un âge déterminé qui fournissent, durant une période de référence spécifiée, la main-d'œuvre nécessaire aux activités de production. Elle comprend toutes les personnes qui remplissent les conditions pour être considérées comme personnes pourvues d'un emploi (salariés ou non-salariés) ou comme chômeurs.

Théoriquement : La population active se définit comme l'ensemble des personnes en âge de travailler (15 à 65 ans) disponibles sur le marché du travail.

Tableau : synoptique de la population active au 30/09/1997

	Au sens BIT	Au sens du RGPH
Population occupée du moment	5 708 000	5 274 000
Employeurs & indépendants	1 597 000	1 382 000
Salariés permanents	2 693 000	2 692 000

Salariés non perm + apprentis + autres	1 072 000	1 002 000
Aides familiaux	346 000	197 000
Population en chômage	2 049 000	2 210 000
Population active du moment	7 757 000	7 484 000
Taux de chômage	26.41	29.52

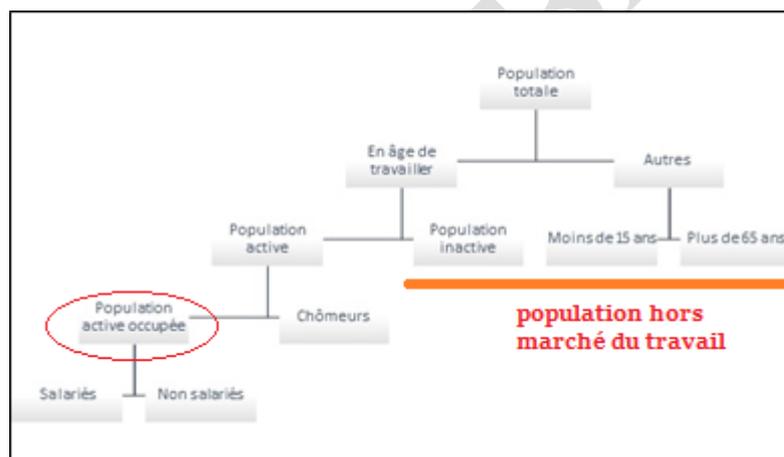
Source : ONS

3.2.2 Définition de la population active occupée

Elle comprend les personnes qui déclarent :

- Exercer une profession (salariée ou non) même à temps partiel ;
- Aider une personne dans son travail (même sans rémunération) ;
- Être apprenti, stagiaire rémunéré ;
- Être chômeur à la recherche d'un emploi ou exerçant une activité réduite ;
- Être étudiant ou retraité, mais occupant un emploi ;
- Être militaire.

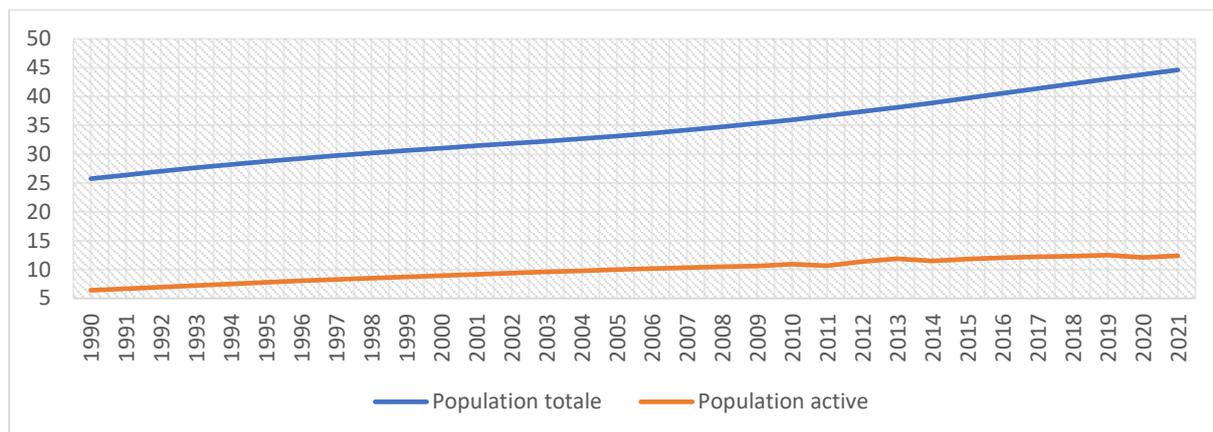
Figure : Organigramme de la population active



Le taux d'activité d'une population : est la proportion d'actifs dans cette population totale. Le taux d'activité se calcule de la façon suivante :

$$\text{Taux d'activité} = \text{Population active} / \text{Population totale}$$

Figure : évolution de la population active et population total en Algérie, 1991-2021, en millions :



Source : Banque Mondiale

3.2.3 Taux d'emploi

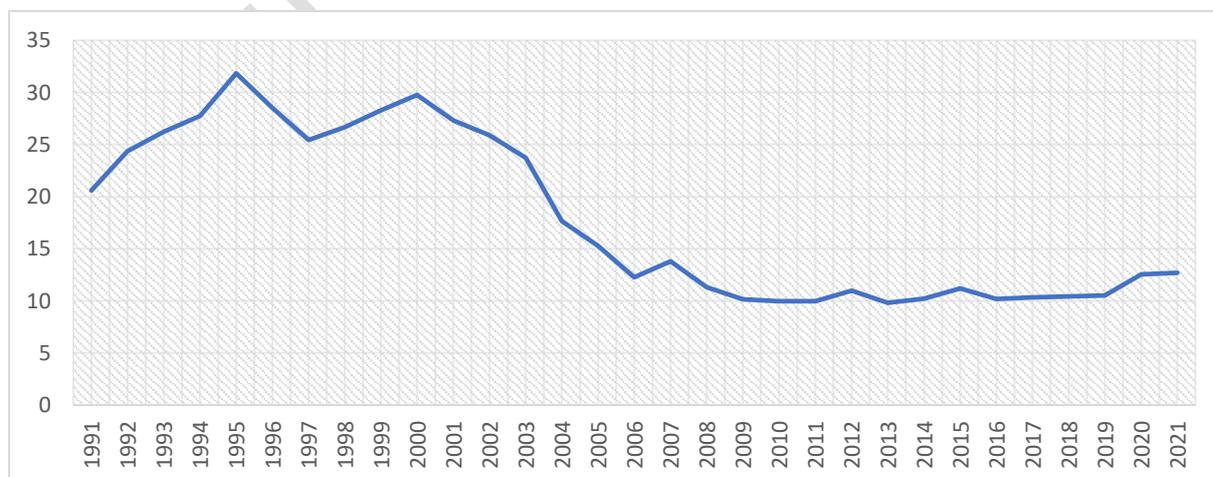
Le taux d'emploi est la proportion de personnes disposant d'un emploi parmi celles en âge de travailler (15 à 64 ans). Le taux d'emploi reflète la capacité d'une économie à utiliser ses ressources en main-d'œuvre.

$$\text{Taux d'emploi} = \text{population active occupée} / \text{population à l'âge de travailler}$$

Taux de chômage = $\frac{\text{chômeurs au sens du BIT}}{\text{population active}}$ b) Brouillard autour du chômage Il y a des cas particuliers : personnes qui recherchent un emploi sans être disponible, personne disponible, mais qui n'effectue pas de démarches, ceux qui sont inactifs, mais ne font pas de recherche. Les catégories sont floues : chômeurs, préretraités, stagiaires ou en formation, apprentissage, temps partiel, intérim. CDD et CDI. Introduction Chômeur : personne sans emploi, disponible pour travailler et recherchant un emploi.

Les évaluations sont propres à chaque pays, en effet, chaque institut utilise des sources statistiques différentes et adapte la définition du Bureau International du Travail (BIT) à son cas particulier. Il découle de ceci que les comparaisons entre pays sont difficiles à mener. D'une part, parce que chaque pays a ses singularités socioculturelles, et d'autre part, parce que la définition et les méthodes d'évaluation du chômage diffèrent d'un cas à l'autre(1)

Figure : évolution du taux du chômage en Algérie depuis 1991.



Source : Banque Mondiale

3.3 Marché du travail

= marché qui met en relation les personnes physiques qui offrent leur travail et les entreprises qui proposent une activité.

Offre de travail = ensemble des personnes qui proposent une activité. Des personnes, de la population active, à la recherche active du travail

Demande de travail = ensemble des emplois proposés dans une économie.

Confrontation de l'offre et de la demande permet de déterminer deux grandeurs : le salaire et le niveau d'emploi.

1 Qu'est-ce qui cause le chômage ? Un manque de demande ou des salaires et des charges trop élevés ?

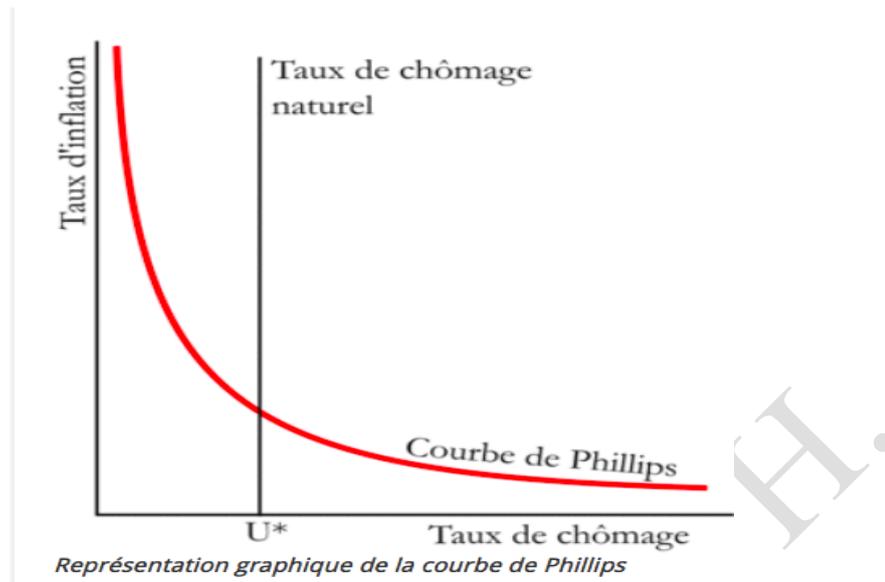
Les récessions engendrent une augmentation du chômage, lequel peut anéantir le niveau de vie d'un individu. Ceci étant dit, même en période de boum économique, le chômage est toujours présent, même si c'est dans une moindre mesure que durant les récessions. Comment est-ce possible ? D'ailleurs, même durant les récessions, il y a de nombreuses offres d'emplois non-comblées. Pourquoi ces occasions ne sont-elles pas saisies alors que des milliers de gens se cherchent un emploi ?

Pourquoi donc y a-t-il du chômage structurel persistant ? Pourquoi est-ce que le chômage conjoncturel se transforme parfois en chômage structurel ? C'est ce que nous verrons dans les prochaines sections.

Si vous êtes un ingénieur aéronautique et qu'un nombre record d'étudiants obtiennent leur diplômes dans ce domaine cette année, l'offre va augmenter; donc le salaire moyen devrait diminuer. Ce serait la même chose dans le cas où une nouvelle technologie apparaîtrait, automatisant une partie de votre travail et nécessitant donc moins d'employés pour effectuer ces tâches. D'autre part, si l'industrie connaît une grosse baisse des ventes d'avions, il est fort possible que la demande diminue; donc le salaire moyen baisserait aussi. En revanche, si vous suiviez une formation vous permettant d'acquérir une expertise très rare, il serait à prévoir que la demande augmenterait ; donc votre salaire augmenterait.

3.4 Courbe de Phillips

L'observation de ce phénomène a mené à l'élaboration du concept de la courbe de Phillips. Cette courbe présente une relation inversement proportionnelle entre le taux d'inflation et le taux de chômage. Ainsi, lorsque le taux d'inflation diminue, les marges de profit des producteurs diminuent, mais les employés résistent aux baisses de salaire. Les producteurs procèdent donc à des mises à pied qui occasionnent du chômage. En revanche, lorsque l'inflation augmente, les marges de profit augmentent, ce qui permet aux producteurs d'embaucher de nouveaux employés pour augmenter leur production, ce qui fait diminuer le chômage. Bien que cette relation soit observable empiriquement, elle n'est valide qu'à court terme puisqu'après un certain temps passé au chômage dans un environnement déflationniste, les travailleurs finissent par accepter une baisse de salaire et peuvent alors se trouver un emploi, alors que dans un environnement inflationniste, les employés finissent par demander des augmentations salariales pour être compensés pour la hausse du coût de la vie.



La courbe de Phillips est déduite d'observations empiriques. La courbe de Phillips permet de comprendre les corrélations statistiques qui peuvent révéler des mécanismes importants, mais pas les explications sur la relation entre deux variables complexes. Ainsi, la courbe de Phillips ne constitue en aucun cas des « lois économiques universelles ». Par ailleurs, les débats autour du « mythe » de la courbe de Phillips montrent comment certains résultats peuvent être instrumentalisés pour influencer les politiques publiques.

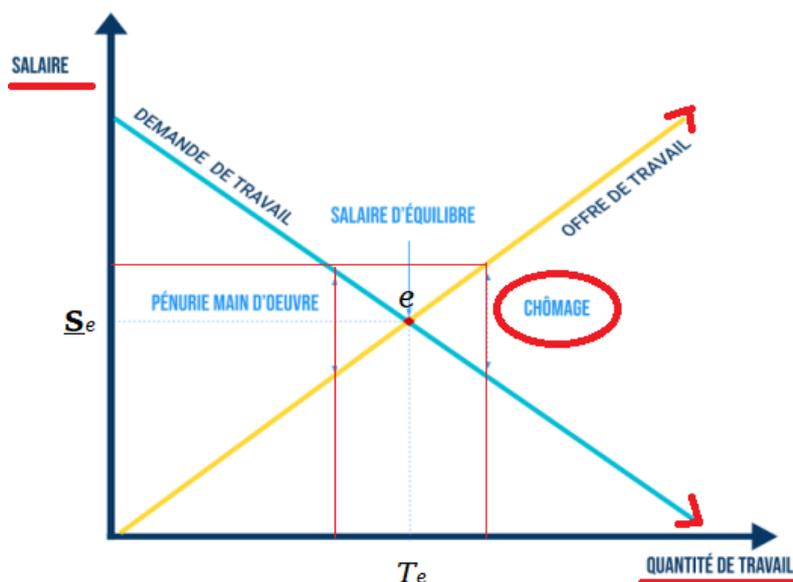
3.6 POLITIQUES POUR LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE

Les politiques de l'emploi désignent l'ensemble des actions des pouvoirs publics pour promouvoir l'emploi, donc lutter contre le chômage. Des fois le terme de Politique de l'emploi est utilisé.

Plusieurs politiques possibles pour lutter contre le chômage, selon l'origine et le type de chômage :

Le chômage relève d'un dysfonctionnement du marché du travail, par un déséquilibre entre la demande de travail (les entreprises etc) et l'offre de travail (les travailleurs).

Figure : marché du travail et formation du chômage



3.6.1 Politiques actives de lutte contre le chômage conjoncturel : les politiques de relance économique

L'objectif d'une politique de relance est de provoquer une reprise rapide de l'économie en cas de crise/récession. L'administration publique peut ainsi choisir d'agir en combinant des politiques budgétaires et monétaire de soutien de l'économie, en privilégiant d'agir sur la demande intérieure de biens et de services de son pays, ou de son offre.

3.6.1.1 les politiques budgétaires

3.6.1.1.1 Le soutien de la consommation : la politique de la demande

Les politiques de relance appelée politique keynésienne ou politique de la demande sont associées à un soutien de l'Etat, qui va investir dans l'économie en soutenant la demande de biens et de services du secteur privé. Ce soutien peut prendre différentes formes:

- 1) Augmenter les investissements publics (infrastructures, grands travaux...)
- 2) Augmenter la consommation du secteur public,
- 3) Favoriser la consommation privée par des baisse d'impôts, ou des aides, allocations, revalorisation des revenus de remplacement ou des retraites

Les sommes investies, en favorisant la reprise économique, ou en soutenant l'activité, devraient alors alimenter la hausse de l'activité, renforcer la demande anticipée de biens et de services et ainsi favoriser l'activité de production des entreprises et par conséquence favoriser l'embauche.

3.6.1.1.2 Le soutien aux entreprises : la politique de l'offre

La politique de l'offre vise à soutenir l'activité des entreprises par une simplification administrative (moins de régulation), et une baisse des impôts aux entreprises et de la fiscalité dans son ensemble afin de soutenir la compétitivité des entreprises. Ainsi l'État va soutenir les entreprises par des prêts garantis, fonds de solidarité, remboursement de cotisations, une baisse des impôts de production...

3.6.1.2 LES POLITIQUES MONÉTAIRES

La politique monétaire est l'ensemble des moyens mis en œuvre par un État ou une autorité monétaire pour agir sur l'activité économique par la régulation de sa monnaie. Cette mission est assurée par la **Banque Centrale**. En baissant ses taux directeurs, la Banque Centrale va ainsi baisser le coût du crédit, ce qui favorise l'investissement (des ménages et des entreprises) donc la consommation globale, et donc la demande anticipée des entreprises.

3.6.2 luttres contre le chômage structurel : politiques actives de l'emploi

3.6.2.1 accroître la flexibilité du travail

Les entreprises sont soumises à un environnement de plus en plus incertain, face auquel leur capacité à s'adapter est déterminante pour leur compétitivité et répondre aux variations de la demande. Une de ses variables d'adaptation repose sur la gestion du travail. La flexibilité va ainsi s'exercer :

- 1) d'un point de vue quantitatif externe : faire varier à la hausse ou à la baisse le nombre de travailleurs
- 2) d'un point de vue quantitatif interne : faire varier le temps de travail en entreprise

politique de flexibilisation du marché du travail : Afin de répondre plus simplement à des besoins temporaires, ont été créés de nouveaux contrats de travail, plus souple qu'une embauche en contrat à durée indéterminée (CDI) ou en contrat à durée déterminée (CDD) classique, comme le CDD de chantier ou d'opération, dont le terme est la réalisation du chantier (et non une durée indéterminée, ou un terme prévu comme pour un CDD), le CDD à objet défini pour les cadres et ingénieurs conclus pour une durée de 18 à 36 mois contre 18 mois maximum pour un CDD (sauf accord de branche).

3.6.2.2 baisser le coût du travail

La rémunération du travail sous forme de salaire est distincte de la notion du coût du travail. En effet à ce salaire s'ajoutent les cotisations sociales. Le coût du travail est ainsi constitué de la rémunération brute et des cotisations patronales, auxquelles on peut également ajouter un ensemble de taxes (formation professionnelle...).

Le coût du travail impacte donc la compétitivité des entreprises. La baisse du coût du travail aurait alors un double impact :

- 1) d'une part, la baisse du coût du travail diminue le coût des nouvelles embauches, ce qui facilite le recrutement
- 2) d'autre part, la baisse du coût du travail peut générer une baisse des prix, qui entraîne alors une hausse de la demande de biens et de services, donc une hausse de la production ou de nombre d'entreprises, et de nouvelles embauches.

Le débat revient régulièrement sur le niveau du SMIG. Le salaire minimum garanti peut être considéré comme un frein à l'embauche des personnes peu ou pas qualifiées, car son niveau serait supérieur au salaire d'équilibre. Dans une analyse néoclassique du marché, à savoir une concurrence pure et parfaite, lorsque l'offre est supérieure à la demande, les offreurs (les travailleurs) se font concurrence pour vendre leur force de travail en baissant le prix qu'ils proposent ce qui permet d'augmenter la demande de ces produits et de réduire l'offre. Le prix

baisse jusqu'à ce que les quantités offertes et les quantités s'équilibrent : le marché fixe ainsi le prix d'équilibre qui établit les quantités échangées.

3.6.2.3 investir dans le capital humain : la formation

La formation s'entend ici au sens large, à savoir la formation initiale (école-collège-lycée-études supérieures) que la formation continue, tout au long de la carrière professionnelle des individus. Ce droit à la formation permet de développer et d'adapter ses compétences aux exigences du marché, et in fine d'accroître l'employabilité des travailleurs, à savoir leur capacité à occuper un emploi.

3.6.3 politiques passives de lutte contre le chômage structurel

Les politiques passives de l'emploi visent à rendre le chômage humainement supportable et/ou réduire la population active. À ce titre, on y retrouve la mise en œuvre d'indemnisation des chômeurs via l'allocation chômage.

Ces politiques sont qualifiées de « passives » parce qu'elles ne cherchent pas à combattre les causes directes du chômage mais plutôt à en atténuer les conséquences. Les pouvoirs publics mettent en œuvre ces politiques lorsqu'ils considèrent que le niveau de l'emploi (offre d'emplois) peut difficilement être modifié. Ils vont alors avant tout s'efforcer de venir en aide aux chômeurs, c'est le traitement social du chômage.

Le traitement social du chômage cherchera donc :

- 1) à **aider les personnes au chômage** (assurance chômage, RMI – Revenu Minimum d'Insertion, aides à la recherche de l'emploi...);
- 2) à **diminuer le nombre des actifs** et des demandeurs d'emploi.

3.6.3.1 Diminution du nombre des actifs

Cette mesure va consister à écarter du marché du travail le plus de personnes possible :

- 1) en favorisant l'allongement de la scolarité, ce qui permettra d'élever en outre le niveau moyen de qualification de la main-d'œuvre (en effet, si l'on considère que les diplômes sont un facteur important favorisant la lutte contre le chômage, la formation des actifs devient primordiale dans le traitement du chômage) ;
- 2) en abaissant l'âge de la retraite ;
- 3) en encourageant les départs anticipés à la retraite (les postes ainsi libérés peuvent être proposés aux demandeurs d'emploi) ;
- 4) en encourageant certains parents à rester au foyer (versement d'un revenu de substitution dans le cadre des congés parentaux d'éducation) ;
- 5) en proposant des aides au retour pour les travailleurs immigrés.

Ces moyens de la politique de lutte passive contre le chômage sont coûteux pour l'Etat (problème du financement des retraites) et souvent mal adaptés à l'évolution de la société (retour des femmes au foyer difficilement acceptable).

3.6.3.2 indemnisations des chômeurs

Il s'agit ici d'assurer aux chômeurs un **revenu de substitution** par le versement :

- 1) **une allocation chômage** qui sera fonction de l'ancienneté (période de cotisations d'au minimum 6 mois au cours des 22 derniers mois) et du salaire perçu pendant la période d'activité du prestataire. Le chômeur doit également s'engager à rechercher activement un emploi dans le cadre d'un plan d'aide au retour à l'emploi (PARE) signé avec l'UNEDIC. C'est une logique d'assurance par système de cotisations assises sur le salaire) ;
- 2) **d'un revenu minimum** qui permet aux demandeurs d'emploi sans droits à l'assurance de rendre le chômage supportable et d'éviter la pauvreté et l'exclusion (versement du Revenu Minimum d'Insertion – RMI ; des Allocations Spécifiques de Solidarité – ASS ; de l'Allocation d'Insertion – AI). C'est une logique d'assistance et de solidarité

Conclusion

En conclusion, l'inflation et le chômage sont deux problèmes économiques majeurs qui ont des répercussions significatives sur les individus, les entreprises et les sociétés dans leur ensemble. Alors que l'inflation peut causer des problèmes de pouvoir d'achat pour les consommateurs, des difficultés pour les entreprises à planifier à long terme et des défis pour les gouvernements à maintenir une stabilité économique, le chômage peut entraîner une perte de revenus pour les individus et des coûts sociaux élevés. Les politiques économiques mises en place pour traiter ces problèmes peuvent varier, allant de politiques monétaires telles que la régulation des taux d'intérêt et de l'offre monétaire, à des politiques fiscales telles que la stimulation de la demande par des investissements publics.

Cependant, ces politiques peuvent être limitées par des facteurs tels que les contraintes budgétaires, la politique monétaire et les facteurs internationaux. Il est donc essentiel de travailler à la fois sur les causes profondes de ces problèmes économiques et sur les politiques qui les permettent de manière efficace. En fin de compte, la gestion de l'inflation et du chômage doit être comprise dans un contexte plus large de développement économique, social et environnemental durable.

Pour y parvenir, les gouvernements, les entreprises et la société civile doivent travailler ensemble pour créer des solutions économiques plus durables et résilientes. Les investissements dans l'éducation, la formation et les programmes de protection sociale peuvent aider à réduire le chômage, tandis que les politiques fiscales et monétaires peuvent aider à contrôler l'inflation. En adoptant une approche holistique et collaborative, nous pouvons aider à résoudre ces problèmes économiques complexes et à créer un avenir plus prospère et durable pour tous.

Questions du cours :

1. Qu'est-ce que l'inflation et comment est-elle mesurée ?
2. Quels sont les principaux facteurs qui contribuent à l'inflation ?
3. Comment l'inflation affecte-t-elle les consommateurs, les entreprises et l'économie dans son ensemble ?
4. Quelles sont les politiques monétaires qui peuvent être mises en œuvre pour lutter contre l'inflation ?
5. Qu'est-ce que le chômage et comment est-il mesuré ?
6. Quels sont les principaux types de chômage et comment peuvent-ils être réduits ?
7. Comment le chômage affecte-t-il les travailleurs, les entreprises et l'économie dans son ensemble ?

8. Quelles sont les politiques économiques qui peuvent être mises en œuvre pour réduire le chômage ?
9. Comment l'inflation et le chômage sont-ils liés dans l'économie ?
10. Comment les décideurs économiques peuvent-ils équilibrer la lutte contre l'inflation et la réduction du chômage ?

Références bibliographiques

1. Delaplace Marie. *Monnaie et financement de l'économie*. Dunod, 2017
2. Bernard Maris. "Inflation et chômage : un couple infernal". 2006
3. Pierre Cahuc et André Zylberberg. "Le chômage et son impact sur l'économie". 2019
4. Jean-Paul Pollin et Jacques Mazier. "Inflation : causes et conséquences". 2008
5. Gilbert Cette . "Chômage et croissance : un cercle vicieux ?". 2013
6. Benoît Mojon . "Inflation et politique économique". 2011